JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	900 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 65 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1948

23 juin — Loi n° 48-1001 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations 307

1956

28 janvier — Décret n° 56-156 modifiant le décret n° 53-465 du 21 mai 1953 relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires, veilles et responsabilités, allouées au personnel du service du chiffre. (Arrêté de promulgation n° 256-56/C. du 21 mars 1956) 305

28 février — Décret n° 56-225 étendant à certains territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations. (Arrêté de promulgation n° 252-56/C. du 19 mars 1956) 306

9 mars — Décret n° 56-244 complétant le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 255-56/C. du 21 mars 1956) 306

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1954

8 juin — N° 504-54/BM. — Arrêté promulguant au Togo le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre 307

1956

1^{er} mars — N° 188-56/F. — Arrêté portant approbation du budget de la circonscription de Nuatja — Exercice 1956 307

1^{er} mars — N° 189-56/F. — Arrêté portant approbation du budget de la circonscription de l'Akposso — Exercice 1956 307

1^{er} mars — N° 190-56/F. — Arrêté portant approbation du budget de la circonscription d'Atakpamé — Exercice 1956 307

1^{er} mars — N° 190 bis-56/F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Klouta — Exercice 1956 308

8 mars — N° 212-56/AP. — Arrêté portant convocation de l'Assemblée territoriale du Togo en session ordinaire 308

8 mars — N° 213-56/F. — Arrêté autorisant un prélèvement sur la Caisse de Réserve du Territoire du Togo au profit du budget local — Exercice 1955 309

8 mars — N° 214-56/F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lomé — Exercice 1956 308

8 mars — N° 215-56/F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Sokodé — Exercice 1956 308

8 mars — N° 216-56/F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Bassari — Exercice 1956 308

8 mars — N° 217-56/F. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Mango — Exercice 1956 308

8 mars	— N° 218-56/E. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Kandé — Exercice 1956	308
8 mars	— N° 219-56/E. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Dapango — Exercice 1956	308
9 mars	— N° 222-56/SG. — Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 371/APA. du 23 avril 1948 portant agrément d'agent de Compagnie d'assurance étrangère	309
9 mars	— N° 224-56/CP. — Arrêté fixant le statut particulier du cadre local des préposés des Eaux et Forêts du Togo.	310
9 mars	— N° 226-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours direct	312
9 mars	— N° 227-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours professionnel.	312
12 mars	— N° 447/D/CP. — Décision fixant pour l'année 1956, le nombre maximum d'agents à admettre dans les cadres supérieur et local des Postes et Télécommunications du Togo	313
12 mars	— N° 449/D/CP. — Décision fixant pour l'année 1956, le nombre maximum d'agents à admettre dans les différents corps des cadres supérieurs des Travaux Publics et du Service Topographique du Togo	313
13 mars	— N° 231-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement d'un agent de constatation des Douanes	313
13 mars	— N° 232-56/CP. — Arrêté portant ouverture de concours professionnel pour le recrutement d'agents de constatation et d'agents brevetés du cadre supérieur des Douanes du Togo.	313
13 mars	— N° 233-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de trois aides-conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo	313
13 mars	— N° 234-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement de trois aides-conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo	314
13 mars	— N° 235-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours pour le recrutement de trois agents techniques du cadre supérieur de la santé publique du Togo	314
13 mars	— N° 236-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours direct	314
13 mars	— N° 237-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours professionnel.	314
15 mars	— N° 241-56/CFT. — Arrêté portant modifications de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire, en vigueur à la régie des chemins de fer de P.A.O.F. aux agents non fonctionnaires du chemin de fer du Togo	317

15 mars	— N° 243-56/E. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Niantougou — Exercice 1956	308
15 mars	— N° 244-56/E. — Arrêté portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lama-Kara — Exercice 1956	308
15 mars	— N° 245-56/E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 852-54/ITLS. du 7 septembre 1954	314
15 mars	— N° 246-56/E. — Arrêté fixant la rémunération des agents permanents du secteur public	315
	Modificatifs et Additif à l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre secondaire de l'Enseignement	316
	Modificatif du 3 ^e paragraphe du règlement annexé à l'arrêté n° 175-49/E. du 1 ^{er} mars 1949 organisant le certificat d'aptitude pédagogique	317
	Modificatif à l'arrêté n° 662-50/P. du 17 août 1950 organisant le cadre local supérieur de l'Enseignement du second degré du Togo. (Approuvé par lettre ministérielle n° 38751 du 8 juillet 1950).	317
	Additif à l'arrêté n° 1060-55/F. du 29 décembre 1955 portant prorogation des crédits de l'exercice 1955	309
	Personnel	318
	Divers	322

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1956

21 janvier	— Décret n° 56-82 portant fixation du contingent annuel de distinctions honorifiques réservées au personnel de l'Enseignement public du premier degré des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer	324
23 janvier	— Arrêté ministériel fixant les conditions du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes pour l'année 1956	325
24 janvier	— Décret n° 56-132 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 98 de la loi du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires	327

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications

Intendance militaire du Dahomey-Togo	328
Affaires économiques (Listes AI et BI)	329
Domaines	329
Ventes sur saisie immobilière	330
Déclaration d'association	331
Avis de perte de titre foncier	331

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Personnel**

ARRETE N° 256-56/C. du 21 mars 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-156 du 28 janvier 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-156 du 28 janvier 1956 modifiant le décret n° 53-465 du 21 mai 1953 relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires, veilles et responsabilités, allouées au personnel du service du chiffre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mars 1956.

Pour le Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général

J. RIGAL

DECRET N° 56-156 du 28 janvier 1956 modifiant le décret n° 53-465 du 21 mai 1953 relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires, veilles et responsabilités, allouées au personnel du service du chiffre.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 53-465 du 21 mai 1953 relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires, veilles et responsabilités allouées au personnel du service du chiffre;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1956, les taux moyens des indemnités prévus par le décret du 21 mai 1953 susvisé, en faveur des personnels des corps des chiffreurs, sont fixés ainsi qu'il suit :

Chiffreurs en chef	70.000 F.
Chiffreurs principaux	58.000 F.
Chiffreurs	16.000 F.

ART. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la France d'Outre-Mer, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques;

Pierre PFLIMLIN.

Le ministre des affaires étrangères,

Antoine PINAY.

Le président du conseil des ministres,
ministre de l'intérieur par intérim,

Edgar FAURE.

Le ministre de la France d'outre-mer;

Pierre-Henri TEITGEN.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,

Gilbert-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;

Jean MEDECIN.

ARRETE N° 255-56/C. du 21 mars 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-244 du 9 mars 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-244 du 9 mars 1956 complétant le décret n° 50-1318 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mars 1956.

Pour le Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général;

J. RIGAL.

DECRET N° 56-241 du 9 mars 1956 complétant le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-Mer.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des affaires économiques et financières,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 du décret susvisé n° 50-1348 du 27 octobre 1950 est complété par un alinéa quatrième avec la disposition ci-après :

« Nonobstant toutes dispositions contraires contenues dans les statuts particuliers des personnels relevant du présent décret, le temps passé, depuis l'entrée dans le cadre, dans la position de détachement pour remplir une mission publique auprès d'organismes internationaux; prévue à l'article 99 (4^e) de la loi du 19 octobre 1946, est assimilé pour un seul avancement de classe ou de grade au temps de service outre-mer au temps de présence dans une circonscription territoriale ou au temps de commandement ».

ART. 2. — Le ministre de la France d'Outre-Mer, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique; sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 9 mars 1956.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières;

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;
chargé de la fonction publique,

Pierre MÉTAYER.

Affaires économiques

ARRETE N° 252-56/C. du 19 mars 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-225 du 28 février 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-225 du 28 février 1956 étendant à certains territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

DECRET N° 56-225 du 28 février 1956 étendant à certains territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association;

Vu le décret-loi du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères, ensemble le décret du 18 avril 1939 fixant les conditions d'application dudit décret dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 46-432 du 13 mars 1946 rendant applicables à l'Afrique équatoriale française, à l'Afrique occidentale française, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun les titres 1^{er} et II de la loi du 1^{er} juillet 1901;

Vu la loi n° 48-1001 du 23 juin 1948 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi susvisée du 23 juin 1948 est étendue à l'Afrique équatoriale française, à l'Afrique occidentale française, à Madagascar et dé-

pendances, aux Comores, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'Outre-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 février 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Guy MOLLET.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Loi n° 48-1001 du 23 juin 1948 modifiant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association; en ce qui concerne le rachat des cotisations.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les deux premiers alinéas de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sont ainsi modifiés :

« Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

« 1^o Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 10.000 francs ».

(Le reste de l'article sans changement).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 juin 1948.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

SCHUMAN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

André MARIE.

Le ministre de l'intérieur,

Jules MOCH.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Anciens combattants et victimes de guerre

ARRETE n° 504-54/BM. promulguant au Togo le Code des Pensions Militaires d'invalidité et des Victimes de la Guerre.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le Code des Pensions Militaires d'invalidité et des Victimes de la Guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Juin 1954

L. PECHOUX.

Budgets de circonscription

Par arrêtés du Commissaire de la République, approuvés en Conseil de Gouvernement :

N° 188-56/F. du :

1^{er} mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Nualja, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses, à la somme de Cinq Millions, Quarante Mille, Sept Cents Francs (5.040.700).

Les arrêtés nos 94-56/F. et 156-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations de dépenses pour janvier et février 1956 sont abrogés.

N° 189-56/F. du :

1^{er} mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de l'Akposso, pour l'exercice 1956 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Huit Millions, Trois Cent Quatre-Vingt Sept Mille, Deux Cents Francs (8.387.200).

Les arrêtés nos 133-56/F. et 159-56/F. des 13 et 23 février 1956, portant autorisations de dépenses pour janvier et février 1956 sont abrogés.

N° 190-56/F. du :

1^{er} mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative d'Atakpamé, pour l'exercice 1956 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Neuf Millions, Cinq Cent Soixante Quatre Mille Cent Francs (9.564.100).

Les arrêtés nos 134-56/F. et 157-56/F. des 13 et 23 février 1956, portant autorisations de dépenses pour janvier et février 1956 sont abrogés.

N° 190 bis-56/F. du :

1^{er} mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Klouto, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Dix Neuf Millions Cinq Cent Cinquante Neuf Mille Cinq Cents Francs (19.559.500).

Les arrêtés nos 95-56/F. et 155-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 214-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Lomé, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Neuf Millions Sept Cent Cinquante Mille Francs (9.750.000).

Les arrêtés nos 99-56/F. et 167-56/F. des 3 et 23 février 1956 portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 215-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Sokodé, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Douze Millions Cinq Cent Quatre-Vingt Mille Cinq Cents Francs (12.580.500).

Les arrêtés nos 98-56/F. et 158-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956, sont abrogés.

N° 216-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Bassari, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six Millions Sept Cent Quinze Mille Francs (6.715.000).

Les arrêtés nos 103-56/F. et 160-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 217-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Mango pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six Millions Deux Cent Soixante Quinze Mille Francs (6.275.000).

Les arrêtés nos 100-56/F. et 164-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 218-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Kandé, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Quatre Millions Neuf Cent Mille Francs (4.900.000).

L'arrêté n° 163-56/F. du 23 février 1956, portant autorisation spéciale de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 est abrogé.

N° 219-56/F. du :

8 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Dapango, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Dix-Huit Millions Quatre Cents Mille Francs (18.400.000).

Les arrêtés nos 92-56/F. et 165-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 243-56/F. du :

15 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Niamtougou, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cinq Millions Deux Cent Quatre Vingt Quatorze Mille Francs (5.294.000).

Les arrêtés nos 162-56/F. et 166-56/F. du 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

N° 244-56/F. du :

15 mars 1956. — Le budget primitif de la Circonscription administrative de Lama-Kara, pour l'exercice 1956, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Seize Millions Six Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Cent Francs (16.699.100).

Les arrêtés n° 93-56/F. et n° 161-56/F. des 3 et 23 février 1956, portant autorisations spéciales de dépenses pour les mois de janvier et de février 1956 sont abrogés.

Assemblée territoriale du Togo

ARRETE N° 212-56/AP. du 8 mars 1956 portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session ordinaire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment en son article 64;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu l'arrêté n° 152-56/AP. du 23 février 1956 portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté n° 152-56/AP. du 23 février 1956 susvisée portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session ordinaire pour le 16 mars 1956.

ART. 2. — L'Assemblée Territoriale du Togo est convoquée en session ordinaire le vendredi 30 mars 1956 à Lomé.

ART. 3. — La session sera ouverte dans la salle des délibérations de l'Assemblée Territoriale du Togo le 30 mars 1956 à 9 heures.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mars 1956.

*P. Le Commissaires de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.*

Budget Local

ARRETE N° 213-56/F. du 8 mars 1956 autorisant un prélèvement sur la Caisse de Réserve du Territoire du Togo au profit du Budget Local, exercice 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 12 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 1055-54/F. du 9 décembre 1954 rendant exécutoire la délibération n° 62/ATT. du 26 novembre 1954 arrêtant le budget local du Togo pour l'exercice 1955;

Vu l'arrêté n° 424-55/F. du 22 avril 1955 rendant exécutoire la délibération n° 0/ATT. du 19 avril 1955 autorisant la vente des valeurs composant la Caisse de Réserve du Territoire;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement sur la Caisse de Réserve du Territoire du Togo d'une somme de Onze Millions Quatre Cent Quatre-Vingt Mille Francs (11.480.000) provenant de la vente de valeurs lui appartenant.

ART. 2. — Cette somme, soit 11.480.000 Francs; sera prise en recettes au budget de fonctionnement de l'exercice 1955, Chapitre XV « Prélèvement sur la Caisse de Réserve pour dépenses de fonctionnement ».

ART. 3. — L'Ordonnateur-Délégué et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mars 1956.

*P. Le Commissaires de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.*

ADDITIF à l'arrêté n° 1060-55/F. du 29 décembre 1955 portant prorogation des crédits de l'exercice 1955.

Budget d'Équipement et d'investissement

Titre 2 Section 3 Paragraphe 1 a.

Ajouter après : « Construction bureaux Cercle à Dapango »

Transformation locaux destinés au Service de la Sûreté.

Le reste sans changement.

Compagnie d'assurance étrangère

ARRETE N° 222/56/SG. du 9 mars 1956 modifiant l'article premier de l'arrêté n° 371/APA. du 23 avril 1948 portant agrément d'agent de Compagnie d'assurance étrangère.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955;

Vu la loi du 15 février 1917, relative à la surveillance des opérations d'assurances souscrites ou exécutées en France ou en Algérie, modifiée et complétée par le décret-loi du 30 octobre 1935 et l'article 42 du décret-loi du 14 juin 1940;

Vu le décret du 30 décembre 1938 portant règlement d'administration publique pour la constitution des Sociétés d'Assurances et de capitalisation de tontines, et des syndicats de garantie et pour le fonctionnement et le contrôle de ces organismes, et notamment l'article 137 de ce texte, article modifié par le décret du 29 juillet 1943;

Vu l'ordonnance du 29 septembre 1945 complétant le décret loi du 14 juin 1938, relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature;

Vu l'arrêté n° 371/APA. du 23 avril 1948 portant agrément d'agent de Compagnie d'assurance étrangère;

Vu la lettre en date du 22 février 1956 de M. le Fondé de pouvoirs de la General Security Insurance Company of Canada,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 371/APA. du 23 avril 1948 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Monsieur Michel Tissier, demeurant à Dakar, 43 Avenue Albert Sarraut, est agréé en qualité d'agent

spécialement préposé à la direction des opérations de Compagnie « General Security Insurance Company of Canada au Togo ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1956.

*P. Le Commissaires de la République en congé,
Le Secrétaire Général,*

J. RIGAL.

Personnel

Statut particulier

ARRETE N° 224-56/CP, du 9 mars 1956 fixant le statut particulier du cadre local des Préposés des Eaux et Forêts du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les modalités d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 296/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des gardes forestiers;

Vu l'arrêté n° 643-51/F. du 11 septembre 1951, portant règlement des déplacements des fonctionnaires et agents civils du Togo;

Vu l'arrêté n° 146-52/P. du 13 février 1952 portant répartition des cadres de fonctionnaires du Togo en cadres supérieurs ou locaux;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 148-52/P. du 13 février 1952, réglant le régime des congés et autorisations d'absence pouvant être accordés aux fonctionnaires des cadres supérieurs et locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 417-53/CP. du 15 juin 1953 fixant le régime commun des concours;

Vu l'avis émis par l'Assemblée Territoriale du Togo dans sa séance du 2 avril 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu dans sa séance du 19 août 1955;

Vu l'approbation ministérielle donnée par dépêche n° 2.275/PEL-BE du 17 janvier 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1955, il est créé au Togo un cadre local des Préposés des Eaux et Forêts.

Le statut particulier de ce cadre prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952 applicable à compter de la date fixée ci-dessus aux fonctionnaires du dit cadre est déterminé conformément aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE I

Dispositions Générales

ART. 2. — Les fonctionnaires du corps des préposés des Eaux et Forêts sont chargés de seconder les Officiers Ingénieurs, les Ingénieurs des Travaux, les Contrôleurs et Contrôleurs Adjoint, des Eaux et Forêts dans les fonctions rentrant dans le cadre :

- de régime forestier
- de la chasse
- de la pêche et pisciculture
- de la conservation des sols
- de la protection de la nature en général.

ART. 3. — La hiérarchie, le classement indiciaire et la péréquation du cadre des préposés sont fixés par le tableau ci-après :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES	PÉRÉQUATION
Préposé en chef de classe exceptionnelle	470	10 %
Préposé en chef :		
2 ^e échelon	440	20 %
1 ^{er} échelon	410	
Préposé principal :		
2 ^e échelon	375	30 %
1 ^{er} échelon	350	
Préposé :		
3 ^e échelon	315	40 %
2 ^e échelon	285	
1 ^{er} échelon	260	

Le personnel du cadre des préposés est réparti en quatre grades.

- 1^o) — Les préposés en chef de classe exceptionnelle
- 2^o) — Les préposés en chef
- 3^o) — Les préposés principaux
- 4^o) — Les préposés.

Le grade de préposé en chef de classe exceptionnelle comprend un échelon.

Le grade de préposé en chef comprend deux échelons

Le grade de préposé principal comprend deux échelons

Le grade de préposé comprend trois échelons.

CHAPITRE II

Recrutement

ART. 4. — Le nombre maximum des agents de ce cadre en service ne pourra excéder le nombre des gardes forestiers.

1^o) — Peuvent seuls être nommés préposés les agents du cadre des gardes forestiers du Togo à partir du grade de brigadier 1^{er} échelon ayant subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel dont les modalités sont fixées à l'annexe 1 du présent arrêté, et comptant au minimum cinq ans de service dans le cadre des gardes forestiers du Togo.

2^o) — La possibilité de se présenter au concours professionnel est limitée à deux fois pour un même candidat.

ART. 5. — La date du concours professionnel et le nombre de places seront fixées chaque année par arrêté du Commissaire de la République.

CHAPITRE III

Avancement

ART. 6. — Les avancements de grade se font exclusivement au choix par voie d'inscription à un tableau d'avancement rendu public conformément aux dispositions du Titre V de l'arrêté n^o 147-52/P, du 13 février 1952.

Les avancements d'échelon sont fonction de l'ancienneté conformément au Titre V du même arrêté.

ART. 7. — Le temps à passer dans chaque échelon sauf le plus élevé de chaque grade est de deux ans.

CHAPITRE IV

Dispositions Transitoires

ART. 8. — Pour sa constitution initiale pourront être intégrés dans le cadre des préposés sur leur demande; les brigadiers chefs et adjudants du cadre local des gardes forestiers du Togo qui auront satisfait à un concours professionnel dont les modalités sont fixées à l'annexe 1.

Ce concours aura lieu dans les trois mois à compter du jour de la parution du présent arrêté.

Les intégrations seront établies suivant le tableau de concordance suivant :

CADRE LOCAL DES GARDES FORESTIERS	INDICES	CADRE DES PRÉPOSÉS	INDICES	ANCIENNETÉ CONSERVÉE
Adjudant-chef	350	Préposé principal 2 ^e échelon	375	Néant
Adjudant	325	Préposé principal 1 ^{er} échelon	350	Néant
Brigadier chef 3 ^e échelon	300	Préposé 3 ^e échelon	315	1/4
Brigadier chef 2 ^e échelon	275	Préposé 2 ^e échelon	285	1/2
Brigadier chef 1 ^{er} échelon	250	Préposé 1 ^{er} échelon	260	1/2

ART. 9. — Leur ancienneté civile dans le grade et l'échelon comptera du jour de leur nomination dans ce nouveau corps.

CHAPITRE V

Dispositions Diverses

ART. 10. — La tenue des préposés est la suivante :

a) — Tenue de Service

Chemisette toile kaki à col ouvert et manches courtes, deux poches plaquées pattes d'épaule; short de toile kaki; képi drap vert soulaché et jugulaire argentées avec cor de chasse argenté.

b) — Tenue de ville

Saharienne de toile blanche, pantalon long; képi drap vert, soulaché et jugulaire argentées avec cor de chasse argenté, ceinturon cuir avec baudrier.

Les insignes des grades sont les suivants :

Préposé en chef — 1 galon d'argent en Trèfle
Préposé principal — 1 galon d'argent droit avec fil de soie rouge au milieu
Préposé — 1 galon d'or droit avec fil de soie rouge au milieu.

La dotation des préposés en effets d'habillement est fixée comme suit :

Trois chemisettes

Trois shorts

Une tenue de ville

Un képi et

Une paire de galons par an.

Le port de l'uniforme est obligatoire en tous temps pour les préposés.

ART. 11. — Les préposés sont dotés d'un mousqueton Modèle 1916 et d'une cartouchière, ainsi que d'un coupe-coupe.

Tout agent qui démissionne ou qui est licencié doit remettre à son chef direct les effets, insignes et armement qu'il possède à la date à laquelle il quitte son emploi.

ART. 12. — Les préposés, quelque soit leur grade, doivent le salut :

1^o) — aux Officiers, Ingénieurs des Travaux; Contrôleurs et Contrôleurs adjoints des Eaux et Forêts.

2^o) — aux chefs de la Circonscription Administrative où ils sont en service.

3^o) — aux Officiers des armées de terre, de mer et de l'air.

4^o) — aux gradés du corps des préposés qui leur sont supérieurs en grade.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

ANNEXE I à l'arrêté fixant le statut du cadre des Préposés des Eaux et Forêts.

Le concours professionnel pour l'emploi de préposé du cadre local des Eaux et Forêts est ouvert par arrêté du Commissaire de la République au Togo publié au journal officiel du Territoire du Togo trois mois avant la date des épreuves.

Ce concours comporte les épreuves suivantes :

	Coefficient	Durée
a) — Rédaction de rapport de service	2	2 heures
b) — Question écrite sur l'organisation du régime forestier au Togo	2	2 heures
c) — Exercice topographique sur le terrain	2	2 heures

Une commission centrale nommée par le Commissaire de la République est instituée à Lomé pour la correction des épreuves et le classement des candidats par ordre de mérite.

Elle comprend :

Président :

Le Chef de Service des Eaux et Forêts

Membres :

Le Chef du Bureau du Personnel ou son délégué

Un Instituteur

Un agent du cadre des Officiers, des Ingénieurs des Travaux ou des Contrôleurs des Eaux et Forêts.

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

La moyenne exigée pour l'admission est de 12 sur 20.

Une note affectée du coefficient 2 est attribuée à chaque candidat pour les services qu'il a antérieurement rendus. Cette note est donnée par le Commissaire de la République sur proposition du Chef du

Service des Eaux et Forêts avant l'ouverture des épreuves. Elle est ajoutée à la somme des points de chaque candidat pour l'ensemble des épreuves.

Les épreuves écrites sont choisies par le Commissaire de la République sur la proposition du Chef de Service des Eaux et Forêts en conformité du programme du concours.

Ce concours est soumis par ailleurs aux règlements généraux fixant les modalités et la discipline des concours ouvrant accès aux emplois administratifs.

Le concours porte sur les matières suivantes :

Rédaction de rapport de service :

Rapport de tournée — rédaction de procès-verbal
Compte-rendu mensuel d'activité, rapport sur le fonctionnement d'un chantier.

Organisation du régime forestier :

Décret forestier — Principaux délits — Principales infractions — Constat des délits et répression.

Pêche — Chasses :

Organisation du Service et ses attributions.

Décret sur la chasse — Principaux délits — Principales infractions — Constataion des délits et répressions — Pêche.

Topographie :

Travaux de chaînage, d'abornement; levé de plans à la boussole — report du plan.

Personnel

Secrétaires d'Administration

Par arrêtés du Commissaire de la République au Togo :

N° 226-56/CP, du :

9 mars 1956. — Un concours direct pour le recrutement de 3 secrétaires d'administration du cadre des services administratifs, Financiers et Comptables du Togo sera ouvert à Lomé, le 3 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 1^{er} de l'article 16 de l'arrêté n° 545-53/CP, du 27 juillet 1953.

Les demandes des candidats, accompagnées des dossiers de candidature constitués comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP, du 13 juin 1953, (J.O.T. du 1^{er} juillet 1953 page 489) devront parvenir à la Direction du Personnel deux mois avant l'ouverture du concours. Aucune demande ne sera acceptée après le 3 juillet 1956.

L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

N° 227-56/CP, du :

9 mars 1956. — Un concours professionnel pour le recrutement d'un secrétaire d'administration du cadre des services administratifs, financiers et comptables du Togo sera ouvert à Lomé, le 6 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 2^e de l'article 16 de l'arrêté n° 545-53/CP, du 27 juillet 1953.

Les demandes des candidats devront parvenir à la Direction du Personnel deux mois avant l'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 6 juillet 1956.

L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publié par voie d'affichage.

Postes et télécommunications

N° 447/D/CP, du :

12 mars 1956. — Le nombre maximum d'agents à admettre dans les corps des cadres supérieur et local des Postes et Télécommunications du Togo, pour l'année 1956, est fixé ainsi qu'il suit :

Cadre Supérieur des Postes et Télécommunications

a) Corps des Agents d'Exploitation

Concours direct	2
Concours professionnel	7

b) Corps des Contrôleurs du Service Général

Concours direct	2
Concours professionnel	6

Cadre Local des Transmissions

Corps des Commis

Concours direct	7
Concours professionnel	3

Travaux publics — Topographie

N° 449/D/CP, du :

12 mars 1956. — Le nombre maximum d'agents à admettre dans les différents corps des cadres supérieurs des Travaux Publics et du service Topographique du Togo, est fixé ainsi qu'il suit, pour l'année 1956 :

I — Cadre supérieur des Travaux Publics

Corps des dessinateurs

Concours direct	= Néant
Sur titres	= Néant
Concours professionnel	2

Corps des Contremaitres

Concours direct	= Néant
Sur titres	= Néant
Concours professionnel	2

Corps des Surveillants

Concours direct	= Néant
Sur titres	= Néant
Concours professionnel	2

II — Cadre supérieur du Service Topographique

Corps des agents techniques

Concours direct	= Néant
Sur titres	= Néant
Concours professionnel	1

Douanes

N° 231-56/CP, du :

13 mars 1956. — Un concours direct pour le recrutement d'un agent de Constataion du cadre supérieur des Douanes du Togo sera ouvert à Lomé le 20 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 1^{er} de l'article 18 de l'arrêté n° 300-54/CP, du 29 mars 1954.

Les demandes des candidats, accompagnées du dossier de candidature constitué comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP, du 13 juin 1953 (J.O. Togo du 1^{er} juillet 1953 page 489) devront parvenir au Bureau du Personnel, deux mois avant la date d'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 20 juillet 1956.

L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves, feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

N° 232-56/CP, du :

13 mars 1956. — Un concours professionnel pour le recrutement de deux agents de constatation du cadre supérieur des Douanes du Togo, sera ouvert à Lomé, le 21 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au 2^e paragraphe de l'article 18 de l'arrêté n° 300-54/CP, du 29 mars 1954.

Un concours professionnel pour le recrutement d'un agent breveté du cadre supérieur des Douanes, sera ouvert à Lomé, le 27 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 2 de l'article 5 de l'arrêté n° 300-54/CP, du 29 mars 1954.

Les demandes des candidats devront parvenir au Bureau du Personnel, deux mois avant la date d'ouverture des concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 27 juillet 1956.

L'heure d'ouverture des concours, les locaux où se dérouleront les épreuves, feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Agriculture

N° 233-56/CP, du :

13 mars 1956. — Un concours direct pour le recrutement de trois aides conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, sera ouvert à Lomé, le 1^{er} octobre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de l'arrêté n° 299-54/CP, du 29 mars 1954.

Les demandes des candidats, accompagnées du dossier de candidature constitué comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP, du 13 juin 1953, (J.O. Togo du 1^{er} juillet 1953 — page 489) devront parvenir au Bureau du Personnel deux mois avant la date du concours. Aucune demande ne sera plus reçue après le 1^{er} août 1956.

L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

N° 234-56/CP. du :

13 mars 1956. — Un concours professionnel pour le recrutement de trois aides-conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, sera ouvert à Lomé, le 4 octobre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 2^e de l'article 5 de l'arrêté n° 239/CP. du 29 mars 1954.

Les demandes des candidats doivent parvenir au Bureau du Personnel, deux mois avant la date d'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 4 août 1956.

L'heure d'ouverture du concours; le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Santé

N° 235-56/CP. du :

13 mars 1956. — Un concours pour le recrutement de trois agents techniques du cadre supérieur de la Santé Publique du Togo, sera ouvert à Lomé, le 17 décembre 1956, aux candidats réunissant au moins l'une des conditions fixées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5 de l'arrêté n° 1038-54/CP. du 6 décembre 1954.

Les demandes des candidats, accompagnées du dossier de candidature constitué comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP. du 13 juin 1953. (J.O. Togo du 1^{er} juillet 1953 — page 489) devront parvenir au Bureau du Personnel deux mois avant la date du concours. Aucune demande ne sera plus reçue après le 17 octobre 1956.

L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Services administratifs, financiers et comptables du Togo

N° 236-56/CP. du :

13 mars 1956. — Un concours direct pour le recrutement de 4 commis du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo sera ouvert à Lomé, le 10 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de l'arrêté n° 545-53/CP. du 27 juillet 1953.

Les demandes des candidats, accompagnées des dossiers de candidature constitués comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP. du 13 juin 1953. (J.O. Togo du 1^{er} juillet 1953 page 489) devront parvenir à la Direction du Personnel deux mois avant l'ouverture du concours. Aucune demande n° sera plus acceptée après le 10 juillet 1956.

L'heure d'ouverture du concours; le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

N° 237-56/CP. du :

13 mars 1956. — Un concours professionnel pour le recrutement de 2 commis du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo sera ouvert à Lomé, le 17 septembre 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées au paragraphe 2^e de l'article 5 de l'arrêté n° 545-53/CP. du 27 juillet 1953.

Les demandes des candidats devront parvenir à la Direction du Personnel; deux mois avant l'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 17 juillet 1956.

L'heure d'ouverture du concours; le local où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Agents permanents

ARRETE N° 245-56/F. du 15 mars 1956 modifiant l'arrêté n° 852-54/ITLS. du 7 septembre 1954.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu les arrêtés n° 612 et 614-53/ITLS. du 24 août 1953 réglementant les heures supplémentaires et les modalités de leur rémunération;

Vu l'arrêté n° 852-54/ITLS. du 7 septembre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective, de l'accord collectif du 9 novembre 1946, en vigueur dans le secteur privé aux agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée;

Vu la circulaire n° 105/ITLS. relative à l'arrêté n° 852-54/ITLS;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 852-54/ITLS. du 7 septembre 1954 sont modifiées comme suit :

« ARTICLE CINQ. — Les agents permanents peuvent être autorisés à faire des heures supplémentaires sur demande de leur chef de service, après visa de la Direction des Finances; par une décision du Commissaire de la République qui précisera le mode de leur rétribution.

A — Ces heures supplémentaires autorisées seront rétribuées :

1) soit conformément aux dispositions de l'arrêté n° 614-53/ITLS. du 24 août 1953.

2) soit par une gratification d'un montant annuel maximum de 24.000 francs C.F.A. pour rétribuer un travail spécial qui n'entre pas dans les attributions normales des agents intéressés.

B — Toutefois, les heures supplémentaires effectuées par les gardiens, plantons, garçons de bureau, commis-dactylographes, conducteurs de véhicules automobiles, personnel des établissements hospitaliers et tous agents similaires ne seront rémunérées qu'au delà de la quarante cinquième heure par semaine.

ART. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet du 1^{er} avril 1956 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

ARRETE N° 246-56/F. du 15 mars 1956 fixant la rémunération des agents permanents du Secteur Public.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars, 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 852-54/ITLS. du 7 septembre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective, de l'accord collectif du 9 novembre 1946, en vigueur dans le secteur privé aux agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée et les textes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire n° 105/ITLS. relative à l'arrêté n° 852-54/ITLS;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} avril 1956, les salaires mensuels des agents permanents du Secteur Public sont fixés par le tableau ci-joint.

ART. 2. — Dans chaque catégorie, il est prévu à titre provisoire et personnel, en faveur seulement des agents percevant, avant la publication de cet arrêté, un salaire supérieur à celui de l'échelle D, une classification hors échelle qui fera l'objet d'une décision particulière du Commissaire de la République mentionnant le salaire retenu.

ART. 3. — Le salaire journalier correspond au trentième du salaire mensuel.

ART. 4. — La classification « hors catégorie » est réservée aux agents recrutés sur décision particulière percevant un salaire égal ou supérieur à 23.400 frs. par mois.

ART. 5. — La prime d'ancienneté prévue par l'article 6 de l'arrêté n° 852-54/ITLS. modifié par l'arrêté n° 703-55/ITLS. est fixée à 1 % par année de service. Elle est calculée sur le taux de l'échelle A de la catégorie à laquelle appartient l'agent intéressé. Pour tout agent engagé après le premier jour du trimestre, l'ancienneté ne court qu'à compter du premier jour du trimestre suivant l'engagement.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

BARÈME AGENTS PERMANENTS

Salaires Mensuels

CATÉGORIES	SALAIRE
<i>1^{re} Catégorie.</i>	
Echelle A	5.040
Echelle B	5.310
Echelle C	5.580
Echelle D	5.850
Hors Echelle	—
<i>2^e Catégorie.</i>	
Echelle A	6.030
Echelle B	6.390
Echelle C	6.750
Echelle D	7.110
Hors Echelle	—

CATÉGORIES	SALAIRE
<i>3^e Catégorie.</i>	
Echelle A	7.560
Echelle B	8.010
Echelle C	8.460
Echelle D	8.910
Hors Echelle	—
<i>4^e Catégorie.</i>	
Echelle A	9.090
Echelle B	9.630
Echelle C	10.170
Echelle D	10.710
Hors Echelle	—
<i>5^e Catégorie.</i>	
Echelle A	10.800
Echelle B	11.430
Echelle C	12.060
Echelle D	12.690
Hors Echelle	—
<i>6^e Catégorie.</i>	
Echelle A	14.940
Echelle B	15.600
Echelle C	16.380
Echelle D	17.100
Hors Echelle	—
Hors Catégorie — Salaire de Base	23.400

Enseignement

MODIFICATIF des paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre secondaire de l'Enseignement.

Au lieu de :

- 1° — en qualité de stagiaires, parmi
- 2° — parmi les moniteurs et monitrices adjoints du cadre local

Lire :

1° en qualité d'instituteurs-adjoints ou d'institutrices-adjointes stagiaires parmi les élèves sortant des Ecoles Normales d'Instituteurs-adjoints et d'institutrices-adjointes du Territoire, titulaires du B.E. ou du B.E.P.C.

2° — en qualité d'instituteurs-adjoints ou d'institutrices-adjointes de 6^e classe, parmi les moniteurs ou monitrices qui âgés de 21 ans au moins le 31 décembre de l'année de l'examen (cette condition n'est pas exigée des anciens élèves des Ecoles Normales d'instituteurs-adjoints et d'institutrices-adjointes

du Territoire) et ayant effectué 3 ans de service effectif, ont satisfait aux épreuves d'un examen professionnel défini ci-dessous. Les services auxiliaires de l'Enseignement Officiel ou Privé entrent en ligne de compte; mais le temps passé dans un enseignement ne peut en aucun cas être validé dans un autre. L'année de formation professionnelle des Ecoles Normales d'instituteurs-adjoints ou d'institutrices-adjointes du Territoire sera comptée pour une année de service effectif.

Le reste sans changement.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 1258 PEL.-BE du 11 janvier 1956).

MODIFICATIF des paragraphes 1 et 2 de l'article 4 de l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre secondaire de l'Enseignement

Au lieu de :

- 1° — Parmi les élèves
- 2° — Parmi les candidats titulaires

Lire :

1° — Parmi les élèves-maîtres et les élèves-maîtresses des Ecoles Normales d'instituteurs-adjoints et d'institutrices-adjointes du Territoire ayant obtenu au moins les 2/3 des points exigés pour l'admissibilité aux épreuves écrites du Brevet Elémentaire ou du Brevet d'Etudes du Premier Cycle.

2° — Parmi les moniteurs contractuels, journaliers ou suppléants titulaires du Certificat d'Etudes ayant un an de service effectif au 1er janvier de l'année du concours, dont la dernière note d'inspection est au moins égale à 10/20, qui remplissent les conditions de recrutement visées à l'article 22 de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952 et qui ont satisfait aux épreuves du concours ci-dessous.

3° — Dans la limite des places disponibles, parmi les candidats ayant obtenu au moins les 2/3 des points exigés pour l'admissibilité au Brevet Elémentaire ou au Brevet d'Etudes du Premier Cycle.

Le reste sans changement.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 1258 PEL-BE du 11 janvier 1956).

ADDITIF à l'article 3 de l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre secondaire de l'Enseignement.

3° — dans la limite des places disponibles, en qualité d'instituteurs-adjoints ou d'institutrices-adjointes stagiaires parmi les titulaires du B.E. ou du B.E.P.C.

4° — en qualité d'instituteurs-adjoints ou d'institutrices-adjointes de 6^e classe parmi les moniteurs principaux dont la moyenne des deux dernières notes d'inspection est de 14 au moins et qui ont satisfait aux épreuves orales et pratiques de l'examen professionnel défini ci-dessous.

Le reste sans changement.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 1258 PEL-BE du 11 janvier 1956).

MODIFICATIF du 3^e paragraphe du règlement annexé à l'arrêté n° 175-49/AE. du 1er mars 1949 organisant le Certificat d'aptitude pédagogique.

Au lieu de :

A titre transitoire et jusqu'en 1951

Lire :

A titre transitoire et jusqu'à une date qui sera fixée au moment de l'application des textes réorganisant les cadres de l'Enseignement au Togo, les instituteurs et institutrices du cadre local d'il supérieur, entrés dans ce cadre en 1949 au plus tard, justifiant au 31 décembre de l'année de l'examen de cinq années de stage dans une école publique et dont la moyenne des deux dernières notes d'inspection est de 14 au moins seront autorisés à se présenter au C.A.P.

Le reste sans changement.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 1258 PEL-BE du 11 janvier 1956).

MODIFICATIF à l'arrêté n° 662-50/P. du 17 août 1950 organisant le cadre local supérieur de l'Enseignement du second degré du Togo (approuvé par lettre ministérielle n° 38751 du 8 juillet 1950).

Au lieu de :

Les professeurs et les maîtres d'éducation physique sont recrutés parmi les professeurs d'éducation physique du cadre métropolitain.

Lire :

Les professeurs et les maîtres d'éducation physique sont recrutés parmi les titulaires des diplômes exigés pour exercer ces fonctions dans la Métropole.

Le reste sans changement.

(Approuvé par lettre ministérielle n° 5798/PEL-BE du 7 février 1956).

Réseau des CFT et Wharf

ARRETE N° 241-56/CFT. du 15 mars 1956 portant modifications de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/TLS du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'application de la Convention Collective Ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de Fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du Chemin de Fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code de Travail dans les Territoires d'outre-mer et Territoires Associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer promulguée au Togo par arrêté n° 947-52/Cab. du 24 décembre 1952 et ses arrêtés d'application au Territoire;

Vu l'arrêté n° 940-54/TLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la Convention Collective Ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de Fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du Chemin de Fer du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo et de l'Inspecteur du Travail et des lois sociales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe I — Catégorie d'emploi Tableau II — Personnel des Chantiers — Ateliers et Assimilés de la Convention Ferroviaire rendue applicable aux agents non fonctionnaires du Réseau des C. F. et du Wharf par l'arrêté n° 940-54/TLS du 14 octobre 1954 est complétée comme suit :

« Peuvent être classés à l'Echelle F les travailleurs qualifiés exécutant des travaux sur plan sachant lire et écrire — Toutefois les ouvriers ayant 15 ans d'ancienneté sont dispensés de l'obligation de savoir lire et écrire et peuvent être nommés sur proposition motivée de leur chef de service ».

ART. 2. — Ce classement à l'Echelle F est fait à titre exceptionnel. Les bénéficiaires de ce classement ne pourront pas s'en prévaloir pour accéder aux Echelles G et H.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Tableau d'avancement

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

26 janvier 1956. — Sont inscrits au tableau d'avancement complémentaire de l'année 1955 du personnel du cadre général des Travaux Publics, des Mines et des Techniques Industrielles de la France d'Outre-Mer :

I. Spécialité : Travaux Publics

Pour la 1^{re} classe — 1^{er} échelon du grade d'Ingénieur Principal :

M.M.

Marie (Max)

Ingénieurs principaux de 2^e classe

Pour la 1^{re} classe du grade d'Ingénieur

M.M. Tuillier (André)

Ingénieurs de 2^e classe.

II. — Spécialité : Mines

Pour la 1^{re} classe — 1^{er} échelon du grade d'Ingénieur Principal :

M. Colonna-Ciméra (Jean)

Ingénieur principal de 2^e classe.

Bonification d'ancienneté

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

6 mars 1956. — En application des dispositions de la loi du 14 mai 1951, les rappels d'ancienneté suivants sont attribués aux fonctionnaires du cadre général des Postes et Télécommunications désignés ci-dessous :

M. Anselme Jean-Marie : un an dix mois cinq jours.

Compte tenu des rappels d'ancienneté attribués ci-dessus, les fonctionnaires susnommés sont reclassés comme suit, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

M. Anselme Jean-Marie :

Sous-chef de poste radioélectricien de 3^e classe le 16 mai 1951;

Ancienneté civile acquise : 1 an 8 mois 6 jours;

R.S.M. conservés : 7 mois 3 jours;

Rappel STO attribué : 1 an 10 mois 5 jours.

Sous-chef de poste radioélectricien de 2^e classe le 16 mai 1951;

R.S.M. conservés : 7 mois 3 jours;

Rappel STO conservé : 1 an 6 mois 11 jours.

Sous-chef de poste radioélectricien de 1^{re} classe le 16 mai 1951;

R.S.M. conservés : 1 mois 14 jours;

Rappel STO épuisé.

Chef de poste radioélectricien de 3^e classe le 2 avril 1953; R.S.M. épuisé.

Chef de poste radioélectricien de 2^e classe le 2 avril 1955.

Nominations — Promotion

Par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires économiques en date du :

17 décembre 1955. — Sont nommés payeurs de 1^{re} classe 1^{er} échelon, avec effet pour l'ancienneté et le traitement des dates indiquées ci-après; les payeurs de 2^e classe, 4^e échelon dont les noms suivent :

M.M.

Godin Jean 1^{er} juillet 1955

Sont promus au 2^e échelon de leur grade, avec effet pour l'ancienneté et le traitement des dates indiquées ci-après, les payeurs de 2^e classe 1^{er} échelon dont les noms suivent :

M.M.

Jullien Henri 1^{er} avril 1955

Boursier Emile 12 juin 1955.

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

26 janvier 1956. — Sont promus dans le cadre général des Travaux Publics, des Mines et des Techniques Industrielles de la France d'Outre-Mer, pour compter des dates indiquées ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Spécialité : Travaux Publics

A la 1^{re} classe — 1^{er} échelon du grade d'Ingénieur principal :

Pour compter du 11 novembre 1955

M. Marie (Max)

A la 1^{re} classe du grade d'Ingénieur :

Pour compter du 1^{er} juillet 1955

M. Tuilier (André) R.S.M. conservés 9 jours

II. — Spécialité : Mines

A la 1^{re} classe — 1^{er} échelon du grade d'Ingénieur principal :

Pour compter du 3 août 1955

M. Colonna-Ciméra (Jean).

Franchissement d'échelon

Par arrêté du ministre de la F.O.M. du 14 février 1956. — Ont été constatés, pour compter des dates ci-après indiquées les franchissements d'échelons suivants dans le corps des officiers ingénieurs des Eaux et Forêts de la France d'Outre-Mer :

Au 2^e échelon de la 1^{re} classe du grade d'inspecteur R.S.M. Conservés

Dubreuil Jacques le 1^{er} janvier 1956 Néant

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Titularisation — Reclassement

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 225-56/CP, du :

9 mars 1956. — L'arrêté n° 176/CP, du 27 février 1956, portant titularisation est et demeure rapporté.

M.M. Logobina Etienne et Maigan Houunkpè, agents de police stagiaires, qui ont terminé leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés agents de police de 4^e classe pour compter du 15 juillet 1955.

M.M. Logobina Etienne et Maigan Houunkpè, agents de police de 4^e classe, sont reclassés, pour compter du 1^{er} octobre 1955, dans les nouvelles échelles indiciaires instituées par arrêté n° 963-55/CP, du 30 novembre 1955, au grade d'agent de police, 1^{er} échelon et conservant, à la même date, dans leur nouveau grade, une ancienneté civile de 1 an 2 mois 16 jours.

Nominations

N° 443/D/CP, du :

12 mars 1956. — M. Darnois Marc, chef de Bureau hors classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, Adjoint au Commandant de Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, Conservateur de la Propriété Foncière et Curateur aux successions et biens vacants, en remplacement de M. De Guise Robert, chef de Bureau de classe exceptionnelle, en instance de départ en congé administratif.

M. Darnois gèrera, en qualité d'administrateur-séquestre, les biens de la Légion française des Anciens Combattants, de la Société Allemande « Deutsche Togogesellschaft » de Poetzch Georg, de Suzueishing et Cie, Sauerwald Oscar, de Nishimuha et Cie.

M. Darnois est chargé de l'administration des successions des fonctionnaires et agents de l'Administration.

M. Darnois est nommé garde-magasin des Timbres Fiscaux.

N° 444/D/Mines, du :

12 mars 1956. — M. Hervé Robin, Ingénieur de 3^e classe du cadre général des Mines de la F.O.M., affecté au service des Mines du Togo, est chargé des fonctions intérimaires de chef du service des Mines du Togo pendant la durée de l'absence de M. J. Colonna-Ciméra et à compter du 22 mars 1956.

N° 461/D/TP, du :

14 mars 1956. — M. Lallement Georges, géomètre de 2^e classe, 4^e échelon du cadre supérieur des géomètres du Togo mis à la disposition du chef du service des Travaux Publics par décision n° 390/CP, du 3 mars 1956, est nommé chef de la Section Topographique.

N° 465/D/CFT, du :

15 mars 1956. — Les agents permanents ci-après en service au Wharf sont nommés Canotiers-Arrimeurs et classés à l'Échelle D conformément aux dispositions de l'arrêté n° 205/CFT, du 3 mars 1956 portant modification de la Convention Ferroviaire.

N° M ^{is}	NOMS ET PRÉNOMS	EMPLOI	DATE	ECHELLE	ECHELLE	NOUVEAU SALAIRE HORAIRE
			EMBAUCHE	ET ÉCHELON ACTUELS	ET ÉCHELON ACQUIS	
11.254	Dossou Gabriel	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.153	Sogbedji Moèvi	Canotier-Arrimeur	8/5/46	C-5	D-5	33,50
11.271	Mensah Togbo	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.197	Kokou Hègnou	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.192	Kouassi Ahouanyè	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.171	Aftissou Afantchao	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.168	Akpagli Zokpo	Canotier-Arrimeur	3/8/48	C-4	D-4	32,40
11.163	Atissou Yomevo	Canotier-Arrimeur	1/9/45	C-5	D-5	33,50
11.165	Koffi Alipoui	Canotier-Arrimeur	3/5/46	C-5	D-5	33,50
11.209	Dansou Kolonel	Canotier-Arrimeur	29/4/47	C-4	D-4	32,40
11.222	Augustin Edoh	Canotier-Arrimeur	3/6/47	C-4	D-4	32,40
11.245	Djossavi Kilcho	Canotier-Arrimeur	1/3/46	C-5	D-5	33,50
11.278	Dofonsi Akouété	Canotier-Arrimeur	1/5/47	C-4	D-4	32,40
11.275	Kouassivi Mèhouémé	Canotier-Arrimeur	5/7/45	C-5	D-5	33,50
11.274	Kokouvi Afantchao	Canotier-Arrimeur	1/1/45	C-5	D-5	33,50
11.249	Kodjo Dogbèvi	Canotier-Arrimeur	1/6/45	C-5	D-5	33,50
11.234	Wouaukoundé Hounsinou	Canotier-Arrimeur	1/1/45	C-5	D-5	33,50
11.229	Comlavi Dossou	Canotier-Arrimeur	1/1/45	C-5	D-5	33,50
11.216	Houédogbé Houéga	Canotier-Arrimeur	1/12/44	C-5	D-5	33,50
11.212	Anoumou Kintossou	Canotier-Arrimeur	19/3/45	C-5	D-5	33,50
11.208	Aghemabœesse Togboui	Canotier-Arrimeur	7/7/45	C-5	D-5	33,50
11.202	Tèko Apédji	Canotier-Arrimeur	1/9/45	C-5	D-5	33,50
11.269	Zinsè Messah	Canotier-Arrimeur	22/8/44	C-5	D-5	33,50
11.237	Alphouse Dogbessè	Canotier-Arrimeur	1/2/44	C-5	D-6	34,60
11.221	Dossavi Houngbédji	Canotier-Arrimeur	1/9/44	C-5	D-5	33,50

La présente décision a effet pour compter du 4 février 1956.

N° 473/D/CP. du :

16 mars 1956. — M. Pierret Alain, administrateur adjoint 2^e échelon de la France d'Outre-Mer, chef de la Subdivision administrative de Lomé, est chargé cumulativement avec ses fonctions, des fonctions de Commandant du Cercle par intérim et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Tsévié, durant l'absence de M. Hervé, Administrateur de la France d'Outre-Mer, en instance de départ en congé administratif.

N° 251-56/CP. du :

19 mars 1956. — Sont admis, pour compter du 1^{er} avril 1956, dans le cadre local des infirmiers du Togo, en qualité de stagiaires les élèves infirmiers dont les noms suivent, titulaires du brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmiers et infirmières de l'Assistance médicale du Togo :

M.M. Adayi Damien, en service à Palimé
Sagba Nelson, en service à l'hôpital de Lomé
Akakpo Lulher, en service à Palimé
Labougoum Joseph, en service à Lama-Kara

Davi Honorée Dedevi, en service à l'hôpital de Lomé.

Reprise de fonctions

N° 501/D/CP. du :

19 mars 1956. — M. Dubreuil Jacques, Inspecteur de 1^{re} classe, 2^e échelon des Eaux et Forêts de la France d'Outre-Mer, reprend ses fonctions de chef d'Inspection Forestière du Centre.

Sa résidence est fixée à Atakpamé.

M. Empereur Jean-Marie, Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts de 2^e classe, 3^e échelon reprend ses fonctions d'adjoint au chef de l'Inspection Forestière du Centre.

Sa résidence est fixée à Atakpamé.

Promotions

N° 464/D/CFT. du :

15 mars 1956. — Sont promus d'Echelle en Echelle, les agents permanents ci-après désignés en service au Chemin de Fer du Togo (Traction) pour compter du 4 février 1956.

N° M ^{le}	NOMS ET PRÉNOMS	EMPLOI	DATE	ECHELLE	ECHELLE	NOUVEAU SALAIRE HORAIRE
			D'EMBAUCHE	ET ÉCHELON ACTUELS	ET ÉCHELON ACQUIS	
10.120	Adoté Félix	Conducteur Diesel	25-4-52	G-2	H-2	65
10.117	Djossou Jean	Conducteur Diesel	7-5-43	G-6	H-6	73
10.144	Occansej Jean	Mécanicien	1-4-42	F-6	G-6	60
10.146	d'Ernesto Ruffin	Mécanicien	1-7-41	F-6	G-6	60
10.079	Latévi Etienne	Ajusteur	3-1-29	F-9	G-9	64,20
10.129	Agbodjelou André	Ajusteur	1-4-46	F-5	G-5	58,60
10.128	Doufodji Elienne	Ajusteur	15-7-42	F-6	G-6	60
10.123	Mensah Samuel	Conducteur Diesel	1-1-41	F-7	G-7	61,40
10.104	Mensah Grégoire	Ajusteur	1-2-44	F-6	G-6	60
10.181	Hanno Botsée	Ajusteur	1-2-45	F-5	G-5	58,60
10.071	Vossah Toussaint	Tourneur	16-9-50	D-3	E-3	37,40
10.171	Bodé Paulin	Chauffeur	1-6-51	D-3	E-3	37,40
10.158	Noudjrodou Gaston	Chauffeur	1-4-48	D-4	E-4	38,50
10.157	Koumado Fidèle	Chauffeur	1-2-48	D-4	E-4	38,50
10.164	Essi Kouami	Chauffeur	1-9-50	D-3	E-3	37,40
10.159	Nador Albert	Chauffeur	1-8-48	D-4	E-4	38,50
10.081	Adogli James	Ajusteur	8-4-52	D-2	E-2	36,30
10.172	Tèvi Moïse	Chauffeur	16-9-50	D-3	E-3	37,40
10.166	Akouesson Antoine	Chauffeur	18-1-51	D-3	E-3	37,40
10.153	Koffli Martin	Chauffeur	1-8-46	D-5	E-5	39,60

N° 460/D/CFT. du :

15 mars 1956. — Sont promus d'Echelle en Echelles agents permanents ci-après en service au Wharf pour compter du 4 février 1956.

N° M ^{le}	NOMS ET PRÉNOMS	EMPLOI	DATE	ECHELLE	ECHELLE	NOUVEAU SALAIRE HORAIRE
			D'EMBAUCHE	ET ÉCHELON ACTUELS	ET ÉCHELONS ACQUIS	
11.004	Gaspard Folly	Piqueur	2-11-50	B-3	C-3	29,20
10.945	Koumako Adadé	Gréeur	2-9-45	C-5	D-5	33,50
10.935	Vintoura Basile	Aide-Ouvrier	16-2-46	B-5	C-5	30,60
11.030	Hounza Ekoué	Méc. de Chaloupe	1-10-51	D-2	E-2	36,30
11.315	Kpadénou François	Chauffeur-Chaloupe	1-7-54	C-1	D-1	29,10
11.013	Mensah Jean	Chauffeur-Chaloupe	10-11-50	C-3	D-3	31,30
11.036	James Atoh	Chauffeur-Chaloupe	2-11-50	C-3	D-3	31,30
11.038	Agbassou Akakpo	Chauffeur-Grue	15-10-51	C-2	D-2	30,20
10.989	Achakitilo Acherchéo	Chauffeur-Grue	7-4-49	C-3	D-3	31,30
11.056	Akakpo Kodjo	Chauffeur-Grue	1-6-50	C-3	D-3	31,30
11.138	Kouassi Dansou	Chauffeur-Grue	4-8-51	B-2	C-2	28,50
10.958	Koudahin Michel	Chef d'Equipe	3-5-48	D-5	E-5	39,60
11.026	Agbo Louis	Méc. de Chaloupe	1-5-48	F-4	G-4	57,20
10.986	Kouassi Gadoufio	Mécanicien-Grue	1-3-44	F-5	G-5	58,60
10.987	Togbé Sognigbé	Mécanicien-Grue	1-3-45	F-5	G-5	58,60
10.933	Gnamesso Gnassounou	Forgeron	1-10-45	D-5	E-5	39,60
11.027	Ayaovi Pierre	Chauffeur-Chaloupe	2-11-50	C-3	D-3	31,30

Absence irrégulière

N° 540/D/CP. du :

23 mars 1956. — Est constatée, pour compter du 1^{er} octobre 1955, l'absence irrégulière de son poste

de M. Camara Etienne, ouvrier de 6^e classe du cadre local secondaire des Travaux Publics du Togo, qui n'a pas rejoint son poste au Togo à l'expiration du congé administratif qui lui a été accordé; pour en jouir à Boké (Guinée française).

Pendant toute la durée de son absence, M. Camara n'aura droit à aucun traitement.

Démission

N° 533/D/CP. du :
22 mars 1956. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mai 1956, la démission de son emploi offerte par M. Dackey Remy, médecin auxiliaire, en service à l'Hôpital de Tokoin (Lomé).

DIVERS

Avocat-défenseur

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 229-56/AP. du :

12 mars 1956. — M^e Sanvee (Robert) est destitué des fonctions d'avocat-défenseur devant les cours d'appel et les tribunaux de P.A.O.F. auxquelles il avait été nommé par l'arrêté n° 615 A.P.A. du 30 juillet 1948.

Commandement autochtone

N° 538/D/AP. du :

22 mars 1956. — Le nommé Douli Michel est agréé en qualité de secrétaire du chef du canton de Nandoga (Cercle de Dapango) en remplacement de Martin Laré, démissionnaire.

Son salaire est fixé à 64.800 francs par an.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} février 1956.

N° 539/D/AP. du :

22 mars 1956. — Est constaté le licenciement de son emploi, pour mauvaise manière habituelle de servir, du nommé Naki N'Guissan, secrétaire du chef du canton de Mogou (Cercle de Mango).

Le nommé Nana Bawa est agréé en qualité de secrétaire du chef du canton de Mogou (Cercle de Mango) en remplacement de Naki N'Guissan.

Son salaire est fixé à 40.800 francs par an.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1956.

Concours

Par arrêté ministériel en date du :

27 décembre 1955. — Un concours sera ouvert en octobre 1956, à Paris, pour le recrutement d'inspecteurs de 3^e classe de la France d'Outre-Mer.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces prévues par l'article 2 du décret du 1^{er} avril 1921, devront parvenir au Ministre de la France d'Outre-Mer avant le 1^{er} mai 1956.

La liste des candidats admis à participer aux épreuves sera arrêtée au plus tard le 15 juin 1956.

Avis relatif à l'ouverture d'un concours pour le grade d'inspecteur de 3^e de la France d'Outre-Mer.

Un arrêté du 27 décembre 1955 a prévu qu'un concours pour le grade d'inspecteur de 3^e classe de la France d'Outre-Mer aurait lieu en octobre 1956.

Il est rappelé que, pour pouvoir faire acte de candidature, il est nécessaire de réunir les conditions suivantes :

1^o Etre âgé de trente deux ans au moins et de quarante ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours;

2^o Etre soit auditeur au conseil d'Etat ou à la cour des comptes soit fonctionnaire civil de certains cadres relevant du ministère de la France d'Outre-Mer ou du ministre d'Etat (relations avec les Etats associés), fonctionnaire détaché auprès de ces ministères ou ayant servi dans les départements d'outre-mer; soit contrôleur civil de Tunisie et du Maroc ou administrateur des services civils d'Algérie; soit officier du cadre actif des armées de terre, de mer ou de l'air, du grade de capitaine au moins.

En outre, certaines conditions de diplôme et de temps de service outre-mer ou à la mer (deux à quatre ans) doivent être remplies par les candidats autres que les auditeurs au conseil d'Etat et à la cour des comptes.

Ces candidats doivent faire parvenir leur demande d'inscription au concours, au plus tard le 1^{er} mai 1956, au Ministère de la France d'Outre-Mer (Direction du contrôle du budget et du contentieux). Ces demandes doivent être accompagnées des pièces prévues par le décret du 1^{er} avril 1921 (art. 2).

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de P.A.O.F. en date du :

17 février 1956. — Un concours direct et un concours professionnel d'admission à l'Ecole forestière de l'Afrique Occidentale française auront lieu les jeudi 20 et vendredi 21 septembre 1956 dans chacun des chefs-lieux de la Fédération et à Dakar, dans les locaux désignés par le Délégué du Gouverneur du Sénégal.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

Le 20 septembre 1956 :

Concours direct :

de 8 h. à 11 h. : Mathématiques
de 15 h. à 17 h. : Composition française.

Concours professionnel :

de 8 h. à 10 h. : Composition française
de 15 h. à 17 h. : Mathématiques.

Le 21 septembre 1956 :

Concours direct :

de 8 h. à 11 h. : Sciences naturelles
de 15 h. à 17 h. : Topographie.

Concours professionnel :

de 8 h. à 10 h. : Sylviculture
de 10 h. 15 à 11 h. 45 : Botanique.
de 15 h. à 17 h. : Topographie.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 6, se répartissant comme suit :

4 pour le concours direct
2 pour le concours professionnel.

Si dans un mode de recrutement l'effectif prévu n'est pas atteint, il pourra être complété par des candidats de l'autre mode de recrutement.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 3548/SET. du 13 mai 1954 fixant le statut particulier des corps de contrôleurs et contrôleurs adjoints du service des Eaux et Forêts, peuvent se présenter :

Au concours direct : Les candidats titulaires du brevet élémentaire.

Au concours professionnel : Les agents des cadres locaux du service des Eaux et Forêts comptant 5 ans de services effectifs.

Les dossiers de candidatures, établis conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET. du 26 mars 1953 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs de l'Afrique Occidentale française devront être parvenus, adressés par la voie hiérarchique, au plus tard le 16 juillet 1956 au Gouvernement général de l'A.O.F. (Direction générale du Personnel).

Sont désignés pour faire partie de la Commission de correction des épreuves prévue aux annexes II et III de l'arrêté n° 3548/SET. du 13 mai 1954 :

L'Adjoint à l'inspecteur général des Eaux et Forêts de l'A.O.F.

M. Giraud, contrôleur en chef des Eaux et Forêts en service au Sénégal.

Dispense d'apposition matérielle de timbre

N° 228-56/Enreg. du :

12 mars 1956. — La Société Monoprix-Togo est dispensée de l'apposition matérielle du timbre à l'extraordinaire sur 1.000 actions nouvelles de 5.000 francs chacune numérotées de 1.001 à 2.000 créées par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 12 septembre 1955 et autorisée à remplacer cette apposition par la mention imprimée suivante :

Abonnement au Timbre et Dispense d'Apposition Matérielle.

Arrêté n° 228/Enreg. du 12 mars 1956.

Explosif

N° 239-56/TP. du :

14 mars 1956. — La durée maximum d'existence du dépôt temporaire d'explosifs ouvert à Ahifo (Cercle d'Atakpamé) par la Compagnie Pechiney à Chra, fixée par l'article 4 de l'arrêté n° 85-55/TP. du 20

janvier 1955, est prorogée; à compter du 20 janvier 1956, pour une période d'un an.

Justice

N° 253-56/AP du :

21 mars 1956. — Sont désignés pour former le Collège des Assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1956.

Première liste

MM. Adjallé Joseph, 48 ans, Chef de canton d'Amoulivé à Lomé

Agnitey Rémy, 58 ans, Commis des Sces. Administratifs Financiers et Compt. Lomé

Amoussou Virgile, 44 ans, Commis des Sces Administratifs Financiers et Compl. Lomé

Bandeira James, 53 ans, Commis des S.A.F.C. à Lomé

D'Almeida Félicien, 49 ans, Commis des S.A.F.C. à Lomé

Degboé Alphonse, 53 ans, Commis des S.A.F.C. à Lomé

Dossah Paul, fonctionnaire en retraite à Lomé

Dossèvi Pierre, 48 ans, Comptable des T.P. à Lomé

Dossou Augustin, 60 ans; Fonctionnaire en retraite à Lomé

Folly Michel, 54 ans, Comptable des T.P. à Lomé

Ganfou Symphonien, 37 ans, Sous-Chef de Bureau à Lomé

Ghaguidi Léonard, 45 ans; Commis des S.A.F.C. à Lomé

Gnamey Roger, 55 ans; Commis d'Administration à Lomé

Johnson Romuald, 62 ans; Instituteur en retraite à Lomé

Jonquet Georges, 59 ans; Commerçant à Anécho

Kpodar Simon, 40 ans, Docteur en Médecine à Lomé

Lawson Clément, 46 ans, Employé de Commerce à Lomé

Limoan Germain, 40 ans, Commis des S.A.F.C. à Lomé

Mensah Joseph, 53 ans, Chef de Station des C.F.T. à Lomé

Fadikpé René, Infirmier à Lomé

Olympio Pedro, 56 ans, Docteur en Médecine à Lomé

Poupard Eugène, 54 ans, Agent Voyer à Lomé

Sanve Jacob, 40 ans, Propriétaire à Anécho

Wilson Robert, 48 ans, Médecin Africain à Lomé.

Deuxième liste

Amegan André, 41 ans, Commis des S.A.F.C. à Lomé

Arlaxe André, 51 ans, Chef Principal du Wharf à Lomé

Azémard Pierre, 51 ans, Agent de Commerce à Lomé
 Gonçalves René, 48 ans, Commis Principal des P.T.T. à Lomé
 Gnassounou Victor, 55 ans, Dessinateur C.F.T. à Lomé.

N° 528/D/AP du :

21 mars 1956. — M. Roger Gustave, Administrateur-Adjoint de la France la France d'Outre-Mer, Adjoint au Commandant d'Atakpamé et Chef de la Subdivision Administrative du même nom, est nommé Président du Tribunal du premier degré d'Atakpamé en remplacement de M. Terrac Jean, Chef de Bureau de classe exceptionnelle d'A.G.O.M.

Stage de réimpression

ADDITIF n° 1 à la Décision n° 9079/DGP. 4/1. du 21 novembre 1955 portant répartition des Médecins, Pharmaciens et Sages-Femmes Africains promus

en 1955 au grade de principal de 4^e classe et devant effectuer un stage de réimpression à Dakar au cours de l'année 1956.

La décision n° 9079/DGP. 4/1 du 21 novembre 1955 est complétée ainsi qu'il suit :

B) — Cycle 1^{er} Avril au 30 Juin 1956

3°/ — Sages-Femmes Africaines

Après : Kudjoh Marie, née Johnson, en service au Togo;

Ajouter : Da Costa Eugénie, en service au Togo.
 Le reste sans changement.

Rôles

N° 240-56/CD du :

14 mars 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
1	C.M. Lomé	Impôt général	113.600,—	117.200,—
		Taxe de circonscription	3.000,—	
		Centimes additionnels	600,—	
2	C. M. Atakpamé	Impôt général	27.500,—	27.500,—
3	C.M. Sokodé	Impôt général	27.500,—	27.500,—
4	Lama-Kara	Impôt général	15.000,—	15.000,—
		Total		187.200,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Cent quatre-vingt sept mille deux cents francs est fixée au 14 mars 1956.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Distinctions honorifiques

DECRET n° 56-82 du 21 janvier 1956, portant fixation du contingent annuel de distinctions honorifiques réservées au personnel de l'enseignement public du premier degré des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer et du Ministre de l'Education nationale,

Vu l'article 3 du décret du 30 octobre 1895 réglant la concession des distinctions honorifiques en faveur des instituteurs et institutrices employés dans les écoles publiques des colonies, modifié par décret du 22 février 1926,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent annuel des distinctions honorifiques réservées au personnel qui peut y prétendre, de l'enseignement public du premier degré des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, est fixé comme suit :

Quarante-cinq médailles d'argent;
 Soixante-six médailles de bronze;
 Cent dix mentions honorables.

ART. 2. — Le Ministre de la France d'Outre-Mer et le Ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré aux bulletins officiels des deux ministères intéressés.

Fait à Paris, le 21 janvier 1956.

Edgar FAURE,

Par le président du conseil des ministres :
 Le ministre de la France d'outre-mer;

Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre de l'éducation nationale;
 Jean BERTHOIN.

Santé

ARRETE ministériel du 23 janvier 1956, fixant les conditions du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes pour l'année 1956.

Le ministre de la santé publique et de la population

Vu la loi du 17 mai 1943, modifiée par la loi du 24 avril 1944 organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sages-femmes;

Vu le décret du 16 octobre 1946 organisant le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes, modifié par les décrets des 14 avril 1948, 12 mai 1949, 18 mai 1950 et 14 juin 1951, et spécialement l'article 4;

Vu l'arrêté du 27 février 1951 énonçant les diplômes équivalents au brevet élémentaire exigé pour l'accès au concours;

Vu l'arrêté interministériel du 18 mai 1953 déterminant les départements rattachés à chaque école de sages-femmes pour l'organisation du concours;

Vu l'arrêté interministériel du 18 mai 1953 fixant le nombre maximum des élèves qui peuvent être admises au concours en première année;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 18 mai 1953 définissant les conditions d'accès direct en deuxième année dans les écoles de sages-femmes;

Vu la loi du 27 août 1948 relative à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïdes A et B, de la diphtérie et le tétanos, ensemble les arrêtés du 19 janvier 1949;

Vu la loi n° 50-7 du 5 janvier 1950 rendant obligatoire pour certaines catégories de la population, la vaccination par le vaccin antituberculeux B.C.G., ensemble le décret n° 51-953 du 9 juillet 1951 modifié par le décret n° 52-1015 du 1^{er} septembre 1952, le décret du 1^{er} septembre 1952 et les arrêtés d'application du 4 novembre 1952 modifiés par arrêté du 30 décembre 1953;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes aura lieu les 6 et 7 juin 1956 dans les centres d'épreuves suivants :

Alger, Amiens, Angers, Arras, Besançon, Bordeaux, Bourg, Caen, Châlons-sur-Marne, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Metz, Nancy, Nantes, Nîmes, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion, Rabat, Tunis; ainsi que dans les centres organisés, suivant les candidatures, par le Ministère de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Les candidates doivent fournir à la Préfecture du lieu de leur résidence (Direction départementale de la Santé, à Paris, 10 bis, boulevard de la Bastille), pour le 1^{er} avril 1956 inclus au plus tard, un dossier comprenant les pièces suivantes (les candidates des territoires de la France d'Outre-Mer devront remettre leur dossier, dans les mêmes délais, au chef de leur territoire) :

1° Une demande d'admission au concours de moins de trois mois de date établie sur papier timbré avec approbation paternelle si les intéressées ont moins de 21 ans ou approbation maritale si elle sont mariées et indication de l'état civil complet et de l'adresse de la candidate. Cette demande doit indiquer expressément le centre d'épreuves où la can-

didate désire composer si, exceptionnellement, elle ne peut subir les épreuves dans le centre auquel elle est normalement rattachée en raison de son domicile;

2° Un certificat de nationalité obligatoirement établi par le juge de paix prouvant que l'intéressée possède la qualité de citoyenne de l'Union française ou est ressortissante du Maroc ou de la Tunisie;

3° Un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois de date. Cette pièce tiendra lieu en outre de bulletin de naissance (les candidates doivent obligatoirement avoir dix-huit ans au moins au 1^{er} octobre de l'année du concours; aucune dispense ne peut être accordée);

4° Une liste de dix écoles établie par ordre de préférence (à prendre sur la liste annexée au présent arrêté) pour le cas où la candidate reçue aux épreuves ne pourrait être affectée à l'école de son centre;

5° La copie certifiée conforme du brevet élémentaire (ou de l'un des titres équivalents énoncés dans l'arrêté) du 27 février 1951 et dont la liste est annexée au présent arrêté) exigé pour la présentation au concours ou la copie certifiée conforme de la première partie du baccalauréat ou des diplômes dispensant des épreuves visés à l'article 5 ci-après.

Éventuellement, la copie certifiée conforme du diplôme d'Etat d'infirmière ou assistante sociale ou le certificat de la directrice attestant la préparation en deuxième année d'études au moment du dépôt du dossier, de l'un de ces deux diplômes, titres permettant l'affectation directe en deuxième année en cas de succès au concours. Pour les titulaires d'un diplôme étranger, la dispense ministérielle de scolarité;

6° Pour les candidates titulaires de diplômes étrangers demandant au moment seulement du dépôt de ce dossier de telles dispenses de scolarité: la copie certifiée conforme du diplôme de sage-femme ou d'infirmière qu'elles possèdent ou un certificat détaillé de scolarité pour celles n'ayant pas terminé leurs études, ainsi le programme officiel des études auxquelles ces titres correspondent. Ces pièces devront alors être immédiatement transmises au Ministère de la Santé publique et de la Population pour décision;

7° Un certificat de moins de trois mois de date établi par un médecin phthisiologue qualifié attestant que la candidate ne présente aucun signe clinique, bactériologique ou radiologique de tuberculose pulmonaire et constatant, en outre, son aptitude générale à suivre l'enseignement et à exercer la profession de sage-femme. Ce médecin devra mentionner que la candidate a subi à cette date l'épreuve de la réaction à la tuberculine et indiquer si celle-ci est positive ou négative.

Dans le cas où cette réaction se trouverait être négative, la candidate devra se faire vacciner par le B.C.G. et; éventuellement, revacciner conformément à la réglementation en vigueur; si ces vaccinations ne sont pas effectuées dans un centre prévu par ladite réglementation, la candidate devra fournir au directeur départemental de la Santé un certificat

conforme au modèle visé à l'article 15 du décret du 9 juillet 1951 et publié au *Journal Officiel* du 22 juillet 1951. Le certificat de vaccination devra, s'il est établi en temps utile, figurer au dossier. La candidate ne pourra en tout état de cause être admise à l'école où elle aura éventuellement été affectée qu'avec une réaction à la tuberculine positive ou avec un certificat constatant qu'elle a été de nouveau vaccinée sans succès par le B.C.G. Il y aura lieu de saisir sans délai le Ministère de la Santé publique et de la Population; Direction de l'Hygiène publique et des Hôpitaux; de tout cas spécial;

8° Un certificat médical constatant que la candidate a été vaccinée contre les fièvres typhoïdes et paratyphoïdes A et B; la diphtérie et le tétanos *depuis moins de cinq ans* ou que, depuis la date de sa vaccination, elle a reçu une injection de rappel tous les cinq ans;

9° Un certificat de vaccination jennérienne remontant à trois ans au plus;

10° L'école de Paris étant réservée aux candidates de la région parisienne, les candidates du centre de Paris devront, en outre, compléter leur dossier par l'une des pièces suivantes; qui attestera leur domicile dans la région parisienne: accusé de réception du contrôleur des Contributions directes de la déclaration des revenus du chef de famille, envoyé en 1956 ou 1955 (ou la copie certifiée conforme de cet accusé de réception, ou un certificat correspondant du contrôleur).

Les dossiers de toutes les candidates doivent comprendre obligatoirement à la date du 1^{er} avril 1956, sous peine de refus de la candidature, toutes les pièces visées sous les numéros 1° à 7° (premier alinéa) et 10°. Le ou les certificats de vaccination par le B.C.G. (7°, deuxième alinéa) et ceux visés sous les numéros 8° et 9° pourront être produits ultérieurement soit par envoi aux directeurs de la Santé des centres du concours avant la rentrée scolaire, soit à cette date par présentation aux directeurs d'écoles qui ne devront admettre aucune élève avant vérification de son dossier médical.

ART. 3. — Les dossiers complets des candidates seront adressés dans tous les cas, après vérification dans les préfectures où ils auront été déposés, au Directeur départemental de la Santé du centre de concours auquel le département est rattaché (ou, par exception, de tout autre centre où la candidate aurait expressément demandé à concourir).

Ceux des candidates de Tunisie, du Maroc et des départements d'Algérie devront être obligatoirement envoyés à Alger, et ceux du territoire de Madagascar à Saint-Denis-de-la-Réunion.

Ceux des candidates des territoires de la France d'Outre-Mer non rattachés à une école seront envoyés dans les centres choisis par elles, Paris excepté, par l'intermédiaire des chefs de territoire et du Ministère de la Santé publique et de la Population.

La correction des copies aura lieu dans les centres où doivent être envoyés les dossiers.

En cas de réussite aux épreuves et d'affectation, les dossiers seront envoyés par le Directeur départemental de la Santé, vice-président du jury, au directeur de l'école du centre.

En cas de réussite aux épreuves, sans possibilité d'affectation locale par suite du manque de places, ils seront envoyés au Ministère de la Santé Publique et de la Population; dans les conditions de l'article 5 du décret du 16 octobre 1946 modifié (affectation dans la mesure des places encore disponibles dans les autres écoles).

De même, seront envoyés au Ministère, les dossiers des candidates ayant expressément demandé leur affectation dans une école autre que celle de leur centre.

En cas d'échec, les candidates en sont immédiatement avisées, avec indication de leurs notes; en même temps que leurs dossiers leur seront retournés (ceux des candidates de la France d'Outre-Mer devront leur être retournés sous le couvert du chef du territoire).

ART. 4. — Les épreuves du concours sont du niveau du brevet élémentaire; elles sont uniquement écrites et comprennent :

1° Une composition française rédigée en trois heures, notée de 0 à 20, pour laquelle les candidates ont le choix entre deux sujets, dont l'un devra obligatoirement porter sur une question sociale;

2° Une dictée; complétée par une explication de textes et de mots; d'une durée totale de deux heures; la dictée et les explications étant chacune notées de 0 à 10, et une faute dans la dictée enlevant 2 points;

3° Une composition rédigée en trois heures, notée de 0 à 20, portant sur l'histoire naturelle élémentaire (programme des classes de troisième des cours complémentaires et de l'enseignement du second degré).

La note totale minimum que doivent obtenir les candidates au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes pour pouvoir recevoir une affectation selon leur rang au concours et le nombre de places disponibles, reste fixée à 34 sur 60.

La note 5 en composition française ainsi que dans l'épreuve de dictée et explication de texte et de mots (note totale) est éliminatoire.

La note 0 dans l'épreuve d'histoire naturelle est éliminatoire.

ART. 5. — Les candidates titulaires au moins de la première partie du baccalauréal ou du brevet supérieur de capacité de l'enseignement primaire ou du diplôme complémentaire d'études secondaires de jeunes filles (dernier régime) sont dispensées de subir les épreuves, sauf si dans le centre où elles se présentent, leur nombre est supérieur au nombre des places mises au concours. Dans ce cas, elles concourent avec l'ensemble des candidates, mais il leur est attribué une majoration de points, fixée à 10 points pour les candidates titulaires des deux parties du baccalauréal ou du brevet supérieur ou du diplôme complémentaire d'études secondaires de jeu-

nes filles et à 5 points pour les candidates titulaires de la première partie du baccalauréat.

Ces candidates doivent par ailleurs remplir toutes les autres conditions exigées, y compris le dépôt du dossier pour le 1^{er} avril 1956 au plus tard.

Les dossiers de celles qui demandent à être affectées à une autre école que celle de leur centre seront envoyés au Ministère de la Santé publique et de la Population dans les conditions rappelées ci-dessus à l'article 3, avant-dernier alinéa. Ces candidates ne recevront d'affectation que dans les conditions précitées de l'article 5 du décret du 16 octobre 1946, modifié.

ART. 6. — Les candidates ne sont définitivement admises à l'école où elles ont été affectées qu'après une période probatoire de trois mois.

ART. 7. — Le nombre des places de première année mises au concours est fixé pour l'année 1956, à 347.

ART. 8. — Le Directeur de l'Hygiène publique et des Hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 janvier 1956.

Bernard LAFAY

ANNEXES

Liste des écoles de sages-femmes

Alger, Amiens, Angers; Arras; Besançon, Bordeaux, Bourg, Caen, Clermont-Ferrand; Dijon, Grenoble, Lille (école départementale et école catholique), Limoges; Lyon, Marseille, Metz; Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Paris; Poitiers, Reims, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Tours; Fort-de-France; Saint-Denis-de-la-Réunion.

Liste des titres donnant accès au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes

Brevet élémentaire de capacité de l'enseignement primaire.

Brevet d'études du premier cycle du second degré.

Brevet de l'enseignement primaire supérieur.

Certificat d'études secondaires modernes.

Certificat d'études secondaires classiques.

Certificat d'études secondaires des jeunes filles.

Certificat d'études secondaires du premier degré.

Diplôme de fin d'études primaires supérieures indochinoises.

Diplôme de fin d'études normales cambodgiennes.

Brevet des écoles nationales professionnelles.

Brevet d'enseignement commercial (deuxième degré).

Brevet d'études supérieures commerciales.

Brevet d'enseignement industriel.

Brevet d'enseignement hôtelier (deuxième degré).

Brevet d'enseignement social (deuxième degré).

Certificat de la directrice attestant que la candidate est ou a été élève de la classe de première ou

de la classe de seconde d'un établissement d'enseignement du second degré, ou d'enseignement technique.

Personnel

DECRET n° 56-132 du 24 janvier 1956, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 98 de la loi du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de l'Éducation nationale, du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil et du Secrétaire d'État aux Finances et aux affaires économiques,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, et notamment son article 98, modifié par l'article 9-1 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955;

Le Conseil d'État entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout détachement de fonctionnaire est prononcé par arrêté conjoint du Président du Conseil des Ministres, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et des Ministres intéressés.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, est prononcé, sur la demande du fonctionnaire, par arrêté signé du seul ministre dont il relève, le détachement :

1° Des ingénieurs des Ponts et Chaussées; des ingénieurs des Mines; des ingénieurs des Travaux publics de l'État du Service des Ponts et Chaussées, des ingénieurs des Travaux publics de l'État du Service des Mines; des adjoints techniques du Service des Ponts et Chaussées, des adjoints techniques du Service des Mines; mis à la disposition de l'un des services ci-après :

Service des Travaux publics et des Mines de l'Algérie;

Service des Travaux publics et des Mines des territoires d'outre-mer et des États associés;

Service municipal de la ville de Paris;

Port autonome de Strasbourg;

2° Des officiers de ports mis à la disposition du Service des Travaux publics de l'Algérie;

3° Du personnel administratif d'exécution des Services des Ponts et Chaussées et des agents du Service de la Navigation intérieure et des Ports maritimes de commerce affectés dans un port autonome;

4° Des fonctionnaires des Postes, Télégraphes et Téléphones mis à la disposition :

Du Ministre de la France d'Outre-Mer pour le Service des Postes et Télécommunications dans les territoires d'outre-mer;

Du Ministre des Affaires étrangères en vue de leur utilisation dans les Services des Postes et Télécommunications des États associés d'Indochine;

Du Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (Guerre et Marine) en vue de leur affectation

taison, en dehors du cas de mobilisation générale ou partielle, aux corps spéciaux soit de la poste militaire, soit de la poste navale;

5^o Des fonctionnaires des cadres métropolitains du Ministère de l'Éducation nationale mis à la disposition :

Du Ministre des Affaires étrangères, pour servir dans les établissements français d'enseignement à l'étranger;

Du Ministre de la France d'Outre-Mer, pour servir dans le cadre général de l'Enseignement et de la Jeunesse de la France d'Outre-Mer;

Du Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (Guerre ou Marine) pour exercer des fonctions d'enseignement dans les écoles relevant de ce département;

6^o Des fonctionnaires du Ministère des Finances appartenant aux catégories suivantes :

Agents du cadre métropolitain des Douanes, de l'Enregistrement, des Contributions directes et des Contributions indirectes mis à la disposition du Ministre de la France d'Outre-Mer pour exercer leurs fonctions dans les territoires relevant de ce Ministre;

Agents des cadres du Service d'Exploitation industrielle des Tabacs et des Allumettes appelés à exercer des fonctions auprès de la Société internationale de régie cointéressée des Tabacs du Maroc;

Comptables supérieurs du Trésor, administrateurs civils de l'Administration centrale des Finances, agents des cadres du Trésor métropolitain appelés à occuper les emplois de trésoriers généraux ou de trésoriers-payeurs ou des emplois des cadres généraux des Trésoreries des territoires d'outre-mer;

Agents du Ministère des Finances mis à la disposition du Ministre de la Défense nationale et des Forces armées pour servir dans la Trésorerie aux armées;

7^o Des fonctionnaires détachés dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, troisième alinéa *in fine*; du décret n^o 49-1239 du 13 septembre 1949, portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat;

8^o Des fonctionnaires détachés dans les conditions prévues à l'article 99 (5^o) de la loi du 19 octobre 1946 pour exercer un mandat de membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de l'Assemblée de l'Union française.

Art. 3. — Une ampliation des décisions de détachement intervenues dans les conditions prévues à l'article 2 du présent décret sera adressée au Ministère des Finances et des Affaires économiques (Direction de la Dette publique).

Art. 4. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre des Postes, Télégraphes et Télé-

phones, le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pierre PELLISSIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
Jean BERTHOIX

Le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme,

Edouard CORNIGLION-MOLINIER.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
André MORICE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Edouard BONNEFOUS.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
Gilbert-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Jean MÉDECIN.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Intendance Militaire du Dahomey-Togo

COMMUNIQUÉ

Relatif à l'ouverture d'un nouveau délai en matière de demande de pension en faveur des anciens militaires et de leurs ayants-cause.

(Loi des Finances n^o 55-366 du 3 avril 1955 J.O.R.F. du 6 avril 1955).

L'article 4 par. 1 de la loi du 3 avril 1955 a ouvert un délai expirant le 30 juin 1956 en faveur des anciens militaires et de leurs ayants-cause, atteints par la forclusion, en vue de leur permettre de faire valoir leurs droits à pension.

La circulaire du 10 novembre 1955 publiée sous le timbre du Ministère des Finances et des Affaires Économiques au Journal Officiel du 13 novembre 1955 ayant fixé les modalités d'application de cet article confère à la réouverture des délais une portée générale.

Les dispositions de l'article 4 par. 1 s'appliquant en effet notamment aux demandes relatives :

- à la liquidation d'une pension ou d'une solde de réforme
- à la révision de la pension ou de la solde de réforme en fonction de nouveaux services militaires
- à la liquidation de la rente viagère prévue par l'article 22 de la loi du 14 avril 1921

- à la liquidation de l'allocation viagère prévue par l'article 68 de la loi du 14 avril 1921
- à la liquidation de l'allocation complémentaire prévue en exécution de l'article 76 de la loi du 30 décembre 1928.

La situation des anciens militaires et de leurs ayants-cause susceptibles d'être relevés de la forclusion doit être examinée au regard de la législation applicable à la date où se sont ouverts les droits des intéressés en tenant compte éventuellement des avantages spéciaux conférés en vertu d'une loi de dégage-ment des cadres.

Par contre la réouverture des délais ne concerne pas les veuves sollicitant le bénéfice d'une allocation viagère en exécution de la loi du 29 août 1954 dont le droit est subordonné à la présentation d'une demande dans le délai spécial d'un an.

De même l'article 4 par. 1 ne peut avoir pour effet de relever de la forclusion les retraités atteints par la prescription annale des arrérages prévue par l'article 74 du Code des pensions de retraite.

Enfin il est précisé que seuls peuvent être rétablis en fonction du nouveau délai; les droits à pension ou à l'allocation qui ont été perdus par forclusion.

En aucun cas les droits exercés dans le cadre d'une option ne peuvent être remis en cause.

Les anciens militaires et leurs ayants-cause susceptibles de bénéficier de l'article 4 paragraphe 1 de la loi du 3 avril 1955 devront adresser leur demande à l'Intendance du Dahomey-Togo à Cotonou avant le 30 juin 1956.

Les imprimés nécessaires sont à demander auprès du Commandant de Cercle ou chef de Subdivision.

Affaires économiques

LISTE A 1

Exportations de produits français à destination de la Hongrie

1. Boyaux
2. Graines de semence
3. Plantes médicinales
4. Fèves de cacao
5. Phosphates
6. Huiles essentielles
7. Acajou et Okoumé
8. Liège en planche
9. Lin teillé
10. Laine peignée
11. Fils de laine
12. Produits sidérurgiques
13. Produits de première transformation de l'acier
14. Aciers spéciaux
15. Tubes
16. Plomb raffiné.

LISTE B 1

Exportations de produits hongrois à destination de la France

1. Foies gras
2. Boyaux

3. Soies de porc
4. Plumes et duvets
5. Graines oléagineuses
6. Graines de courge
7. Graines de semences
8. Plantes médicinales
9. Tabac
10. Huiles essentielles
11. Fourrures apprêtées.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du Territoire du Togo.

Toutes personnes intéressées sont admises à forme opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire de la Justice de Paix à C. E. d'Anécho et d'Atakpamé et du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition; n° 2.797; déposée le 29 février 1956, le sieur Kolibé Robert né à Tomégbé (Lilimé) en 1924; profession de cultivateur-plantéur; demeurant et domicilié à Tomégbé; majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti; consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance totale de 2 ha; 82 ares; 34 cas; situé à Akposso Tomégbé (Lilimé), Cercle d'Atakpamé; connu sous le nom d'Ipini et borné au Nord par Tamédo et Ameto, à l'Est et à l'Ouest par Tamédo et au Sud par Tamédo et Boko.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance; grevé d'aucuns droits ou charges réels; actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.798; déposée le 3 mars 1956, le sieur Joseph A. Kete né à Djéta; profession de Chef du village de Djéta, demeurant et domicilié à Djéta; majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti; consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance totale de 3 ha; 54 ares; 16 cas; situé à Djéta Gakondji (Cercle d'Anécho) connu sous le nom de Gakondji et borné au Nord par Bernadin Hounou; à l'Est par Assamavi Kete; au Sud par Kouévi Anani et à l'Ouest par Kouévi Anani et Abalo Adjala.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance; grevé d'aucuns droits ou charges réels; actuels ou éventuels.

Suivant réquisition; n° 2.799; déposée le 7 mars 1956, le sieur Jonathan Sauvee né à Agoué (Dahomey) le 24 juin 1891; profession de Propriétaire; demeurant et domicilié à Lomé; majeur non interdit

jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cultures vivrières, d'une contenance totale de 37 ares, 88 cas; situé à Lomé — Tokoin, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Sivomey Aho; à l'Est et à l'Ouest par Jonathan Sanvee et au Sud par un terrain domanial T. 672.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.800; déposée le 9 mars 1956, le sieur Kangni Lucien né à Glidji le 7 septembre 1907, profession d'Agent Sanitaire Principal; demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ha; 90 ares, 56 cas; situé à Assahoun (Zongo), Cercle de Tsévié, connu sous le nom de Zongo et borné au Nord par Dagadou, à l'Est par la ligne du Chemin de Fer, au Sud par Joseph et Monkli Nomanayo et à l'Ouest par la route Lomé — Palimé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.801; déposée le 12 mars 1956, le sieur Akpagli Mensah Simon né à Agavédji (Gold Coast) en 1921, profession de Charpentier; demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle irrégulier, d'une contenance totale de 2 ares; 61 cas, situé à Palimé, Cercle de Klouto; connu sous le nom de Noumetoukondji et borné au Nord par Barnemann Koffi, à l'Est par une rue en projet; au Sud par la route Palimé — Agou-Nyongbo et à l'Ouest par l'emprise du Chemin de Fer.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.802; déposée le 13 mars 1956, le sieur Andréas Kessou Nomenyo né à Assahoun, Cercle de Tsévié vers 1897; profession de Cultivateur, demeurant et domicilié à Palimé; majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un poly-

gone irrégulier, d'une contenance totale de 15 ares; 50 cas, situé à Palimé; Cercle de Klouto, connu sous le nom de Zomayi et borné au Nord par Kolo et Chef Tsogbé, à l'Est par Setsofia; au Sud par un passage et à l'Ouest par la rue de Ho.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Félix de GUISE.

ETUDE DE M^r RAYMOND VIALE, AVOCAT-DÉFENSEUR A LOMÉ

**Vente
sur
saisie Immobilière**

Il sera procédé le vendredi six juillet mil neuf cent cinquante six, à huit heures du matin, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Première Instance de Lomé (Togo), séant en ladite Ville Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE URBAIN, NON BATI

sis à Lomé (Togo); Quartier Nyékonakpoé (Cercle dudit), immatriculé au Livre Foncier du Territoire du Togo sous le Numéro 1.908, Volume X, Folio 178, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de trois ares; dix-neuf centiares (3 a. 19 ca.), limité au Nord par le Titre Foncier N° 1.506, au Sud et à l'Est par le surplus du Titre Foncier N° 589, et à l'Ouest par le passage du Bosquet.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société « The United Africa Company Limited »; Société Anonyme ayant son Siège social à Londres (Angleterre) et un principal établissement à Lomé (Togo), où elle est représentée par son Agent Général fondé de pouvoirs pour le Togo, Monsieur Hubert-Jean Michel, demeurant et domicilié à Lomé,

Ayant pour Avocat-Défenseur à Lomé Maître Raymond Viale, en l'Etude de qui domicile est élu,

Sur le sieur Michel Cosme d'Almeida, Géomètre et Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé.

En vertu :

1^o) D'une ordonnance N° 27 mise à pied de requête rendue le 9 mars 1956 par Monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé; désignant l'immeuble appartenant au sieur Michel Cosme d'Almeida; faisant l'objet du Titre Foncier N° 1.908 du Territoire du Togo, Volume X, Folio 168, sis à Lomé, Quartier Nyékonakpoé, pour être saisi à la requête de la Société « The United Africa Company Limited », en exécution du jugement ci-après énoncé, ladite ordonnance enregistrée à Lomé (Togo) le 10 mars 1956, Folio 68, Numéro 750;

2^o) De la grosse duement en forme exécutoire d'un jugement de défaut N° 102 rendu le 30 septem-

bre 1955 par le Tribunal de Première Instance de Lomé, enregistré à Lomé (Togo) le 26 octobre 1955, Folio 82; Numéro 2.662;

3^o) D'un pouvoir spécial sous seing privé en date à Lomé du 8 mars 1956, enregistré à Lomé (Togo) le 12 mars 1956, Folio 98; Numéro 240;

4^o) D'un commandement valant saisie réelle en date du 21 mars 1956, visé le même jour par Monsieur l'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, et le 27 mars 1956 par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière à Lomé pour transcription.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de Cinquante Mille Francs (Fr. 50.000,00), fixée par la créancière poursuivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation prévue par la loi.

Fait et rédigé par l'Avocat-Défenseur, soussigné,
R. VIALE.

Il sera procédé le vendredi six juillet mil neuf cent cinquante-six, à huit heures du matin, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Première Instance de Lomé (Togo), séant en ladite Ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE RURAL, NON BATI

sis à Lé-bé (Cercle de Tsévié), immatriculé au Livre Foncier du Territoire du Togo sous le Numéro 1.747, Volume X, Folio 17, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de un hectare, douze ares, cinquante-huit centiares (1 ha. 12 a. 58 ca.), limité au Nord-Est par Ahounlégbédjikopé et un terrain à Défli, au Sud-Est par un terrain à Mahénou, au Nord-Ouest par une propriété à Djadou et à l'Ouest par un marécage.

Cet immeuble a été saisi à la requête de Monsieur Boniface de Campos, Négociant, demeurant et domicilié à Anécho (Togo),

Ayant pour Avocat-Défenseur à Lomé Maître Raymond Viale, en l'Etude de qui domicile est élu,

Sur le sieur Michel Cosme d'Almeida, Géomètre et Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé.

En vertu :

1^o/ — D'un certificat d'inscription d'hypothèque prise au profit de Monsieur Boniface de Campos, en

date du 7 janvier 1955, sur le Titre Foncier N° 1.747 du Territoire du Togo;

2^o/ — De la grosse d'actement en forme exécutoire d'un jugement contradictoire N° 122 rendu le 28 octobre 1955 par le Tribunal de Première Instance de Lomé, enregistré à Lomé (Togo) le 22 novembre 1955, Folio 95, Numéro 2.916;

3^o/ — D'un pouvoir spécial sous seing privé en date à Anécho du 28 février 1956, enregistré à Lomé (Togo) le 29 février 1956, Folio 93, Numéro 195;

4^o/ — D'un commandement valant saisie réelle en date du 21 mars 1956, visé le même jour par Monsieur l'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, et le 27 mars 1956 par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière à Lomé pour transcription.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de Vingt-Cinq Mille Francs (Fr. 25.000,00) fixée par le créancier poursuivant.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation prévue par la loi.

Fait et rédigé par l'Avocat-Défenseur, soussigné,
R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à Maître Raymond VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé, et au Greffe du Tribunal de première instance de Lomé où le cahier des charges a été déposé.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association Sportive du Lycée Bonnacarrère ».

Objet : Pratique de l'Athlétisme — des sports collectifs et obligatoirement de l'Education Physique.

Siège : Lomé.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts.

AVIS DE PERTE

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 291 de Lomé, appartenant au feu Dominga Adjonibadé.

Pour première insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.